

Les subsides

Je reconnais que 30 p. 100 de notre gaz naturel est exporté, ce qui nous rapporte 2,5 milliards de dollars de recettes.

M. Shields: Qu'en pensez-vous?

M. Riis: Si j'étais ce député de l'Alberta, je ne serais pas ici aujourd'hui. Je ferais du porte à porte dans ma circonscription parce que . . .

M. Shields: Que pensez-vous de l'exportation du gaz naturel? Répondez simplement à cette question.

M. Riis: Il me demande sans doute la position de mon parti ou la mienne au sujet des exportations de gaz naturel. Une fois notre approvisionnement garanti, nous sommes assurément favorables à l'exportation du gaz naturel. Cependant, occupons-nous de nous en premier lieu.

Les conservateurs rient de moi lorsque je dis que nous devrions nous occuper des Canadiens en premier lieu. Je comprend qu'ils puissent rire. Après avoir abandonné la plupart de nos secteurs économiques depuis leur arrivée au pouvoir, c'est-à-dire depuis deux ans et demi, toute mesure visant à donner la priorité au Canada semble risible aux conservateurs. Je le répète, je leur conseille de se rendre dans leur circonscription pour tenter d'expliquer pourquoi, encore une fois, ils ont accepté de trahir les Canadiens de l'Ouest en ce qui concerne l'exportation du gaz naturel.

Les choses vont évoluer sous peu. Les Canadiens en ont assez. Ils ont signalé qu'ils refusent de regarder sans rien faire la situation se détériorer continuellement au cours des ans. Ils ont exprimé leur mécontentement dans les sondages d'opinion en indiquant dans tout le pays qu'ils tournent désormais le dos aux progressistes conservateurs, après avoir vu ce qu'ils sont capables de faire au Canada et surtout à l'ouest du pays.

Comme l'a dit le ministre de l'Énergie, la décision prise par la Commission fédérale de la réglementation de l'énergie, à Washington, aura pour effet d'étendre au Canada la réglementation américaine. Depuis quelque temps, le coût de transport du gaz naturel au Canada se reflétait en partie dans le prix obtenu par les sociétés de gaz naturel. Nous avons fait cela avec les États-Unis et en fait, nous avons tenu des négociations avec ce pays pour nous assurer que notre gaz naturel continuerait à accéder librement au marché des États-Unis, en vue de desservir les consommateurs américains. Ce système donne de bons résultats depuis des années. D'un seul coup, les États-Unis ont sans doute décidé que la part que détient le Canada sur leur marché, soit 4 p. 100 ou 5 p. 100, est trop élevée et qu'ils doivent prendre des mesures pour restreindre les importations de gaz canadien. C'est exactement ce qu'ils ont fait.

Le premier ministre a fait des efforts en vue de renverser cette décision, mais en vain. Nous devons désormais compter sur le consortium d'exportateurs de gaz naturel pour porter cette affaire devant les tribunaux américains dans le but d'y faire opposition. Le gouvernement a manifestement échoué dans ses tentatives. Le Cabinet aussi. Les efforts du ministre de l'Énergie n'ont pas été davantage couronnés de succès. Il faudra maintenant qu'un consortium d'exportateurs de gaz naturel ait recours à la procédure judiciaire pour essayer de renverser cette décision, en collaboration, il faut le dire, avec

les consommateurs américains. Ils sont inquiets eux aussi. Ils achetaient leur gaz naturel à bon compte à cause de la concurrence des explorations canadiennes. On ne sait pas ce qu'il adviendra des prix maintenant à la suite de cette décision.

Quelques mots maintenant à propos de la propriété étrangère. C'est alarmant de voir que les avertissements demeurent lettre morte, que le taux de l'investissement étranger au Canada soit terriblement élevé, pire encore, de voir qu'à cause de l'emprise étrangère sur notre économie, plus que partout au monde, les décisions économiques sont prises à l'extérieur de notre pays. Les conseils d'administration de Tokyo, Dallas, New-York et Chicago décideront du taux des investissements et de l'expansion des sociétés en activité au Canada au cours des dix prochaines années.

Depuis l'élection du gouvernement, il y a deux ans et demi maintenant, Investissement Canada a approuvé des centaines et des centaines d'acquisitions de sociétés canadiennes par des intérêts étrangers. Voyons maintenant ce que nous obtenons en retour de ces prétendus dollars qui viennent au Canada.

● (1220)

Nous avons appris la semaine dernière que 95 p. 100 de tous les capitaux investis au Canada au cours de cette période ont été utilisés pour effectuer des acquisitions et non pas pour ouvrir de nouvelles usines ou de nouvelles mines. Des sommes énormes sortent chaque semaine du pays pour aller garnir les coffres des sièges sociaux à l'extérieur du pays à cause de l'emprise incroyable des intérêts étrangers sur notre économie. Au demeurant, tous les jours, sept jours par semaine, 2,5 millions de dollars sortent du Canada pour grossir les avoirs des sociétés-mères dans d'autres pays, surtout aux États-Unis. Il y a beaucoup plus d'investissements parce que 2,5 millions de dollars toutes les heures quittent le Canada vers d'autres lieux. Aucun pays ne tolérerait pareille situation.

Comment l'intérêt supérieur de la nation pourrait-il commander une participation étrangère aussi largement répandue dans toute notre économie? Le dernier exemple est l'acquisition de Dome Petroleum. Amoco fait des affaires au Canada depuis 40 ans. Après avoir passé autant de temps chez nous, cette compagnie ne compte toujours pas un seul Canadien dans son conseil d'administration et aucun actionnaire canadien non plus. Elle veut maintenant mettre le grappin sur une compagnie vitale dans notre industrie pétrolière et gazière.

Le gouvernement encourage une compagnie américaine à s'emparer de Dome Petroleum, il souhaite que cette compagnie américaine ait la haute main sur une société canadienne et que les bénéfices qu'elle réalisera au Canada s'en aillent aux États-Unis.

Vers quoi devons-nous nous tourner alors quand notre propre gouvernement est enchanté de voir que des étrangers décident de notre avenir? Notre seul espoir, c'est que nos concitoyens se rendront compte qu'il est en train de liquider le pays et qu'ils lui signifieront leur désaccord aux prochaines élections. Mais il reste encore 18 mois à courir malheureusement, et dans l'intervalle, nous devons faire l'impossible pour mettre un peu de bon sens dans cette acquisition de Dome Petroleum.